

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 23 octobre 2007

Nombre d'élus : 19
En fonctions : 18
Présents : 14

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Étaient présents: M. GRETHEN - NICOLAY - QUINIO - INFANTI – Mme ANTONIADIS Adjoints.

Mmes GAUGIN – ANTOINE – MAHIEU - PEUTOT
M. DHIOS - KAUFFER - OMINETTI - FLORI Conseillers.

Absent excusé : M. VINCENT → procuration à M. STRAUB
Absents : Mme KASSAM
M. NEYHOUSER
M. BOYER

Date d'envoi de la convocation : 19 octobre 2007

Secrétaire de séance : Monsieur FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 11 septembre 2007.
2. Résultat d'appels d'offres
 - a) Étude et conception d'un parc paysager
 - b) Rénovation et mise en sécurité électrique de 4 logements communaux.
3. Contrats d'assurance des risques statutaires – Délégation au Centre de Gestion
4. Révision du prix du bail de chasse – Décision à intervenir.
5. Renégociation des contrats de location de photocopieurs.
6. Contrat de vérification de diverses installations dans les bâtiments communaux
7. Organisation du Repas des Seniors et fixation de la participation des conjoints des élus et du personnel.
8. Demandes de subvention
9. Droit de préemption urbain
10. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 SEPTEMBRE 2007

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 11 septembre 2007 .est approuvé.

2) RESULTAT D'APPELS D'OFFRES

A. ETUDE ET CONCEPTION D'UN PARC PAYSAGER

Rapporteur : Monsieur QUINIO

Monsieur QUINIO fait part au Conseil de la consultation qui a eu lieu concernant l'étude et la conception d'un parc paysager « Parc de l'Archyre ».

Seuls deux architectes paysagistes ont répondu à notre appel d'offres :

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Stéphane THALGOTT	17 550 € HT	20 898,80 € TTC
Gwénaëlle de SURGY	15 000€ HT	17 940 € TTC

La Commission d'Appel d'Offres après analyse du dossier a décidé de retenir Mme de SURGY moins disante.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit d'un jardin public qui sera aménagé pour intégrer le bassin de rétention qu'entreprend la CA2M et qui est destiné à absorber en cas de fortes pluies les eaux du ruisseau et donc de protéger les riverains. Il a donc une double vocation environnementale et sécuritaire.

C'est un aménagement qui participe à une petite échelle à la lutte contre les crues.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ✓ **entérine** la décision de la Commission
- ✓ **autorise** le Maire à signer le marché et les avenants à intervenir

Adopté à l'unanimité.

2) RESULTAT D'APPELS D'OFFRES

B. RENOVATION ET MISE EN SECURITE ELECTRIQUE DE 4 LOGEMENTS COMMUNAUX

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part à l'Assemblée de la nécessité de procéder à la remise en sécurité électrique des 4 logements communaux 1 rue de la Cheneau.

Il précise que lors du changement des chaudières, la conformité de l'une d'elles nous a été refusée car l'électricité n'était pas conforme.

Dans ce cadre un appel d'offres a été effectué. 4 entreprises ont répondu :

Nom de l'entreprise	Montant HT
Entreprise COPEZ	13 608 € HT
Entreprise ELE	16 864 € HT
Entreprise DE NARDA	15 520 € HT
Entreprise SCHMITT	14 696 € HT

La Commission réunie en séance le 6 octobre 2007, après étude du dossier, a décidé de retenir l'entreprise SCHMITT qui a établi son offre après être venue sur place.

Il est précisé que celle-ci est la moins disante des deux entreprises ayant vu le chantier, les deux autres entreprises ne s'étant pas déplacées.

M. INFANTI s'interroge sur la possibilité de différer les travaux de mise en conformité car la création de locaux pour les associations avait été évoquée.

M. le Maire précise que ce projet est en phase d'étude.

M. NICOLAY évoque la vétusté des installations et l'obligation de mettre aux normes les logements en location.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la décision de la Commission
- **autorise** le Maire à signer le marché et les avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité. (M. INFANTI s'abstient)

3) CONTRATS D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES – DÉLÉGATION AU CENTRE DE GESTION

Rapporteur : Monsieur le Maire

Depuis plusieurs années, la Commune est adhérente au contrat d'assurance proposé par le Centre de Gestion de la Moselle couvrant les risques statutaires des agents. Il a été souscrit auprès de CNP Assurances via le courtier DEXIA SOFCAP.

Ce contrat arrivant à terme le 31 décembre 2008 le Centre de Gestion propose de le remettre en concurrence en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du nouveau Code de Marchés Publics.

Dans un premier temps, il convient d'autoriser le Centre de Gestion de la Moselle à agir pour le compte de la Commune.

Le Maire expose :

- ⇒ L'opportunité pour la Commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents.
- ⇒ Que le Centre de Gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte en mutualisant les risques.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

VU le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Décide

Article 1 – La Commune charge le Centre de Gestion de la Moselle de souscrire pour son compte des conventions d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- **Agents affiliés à la CNRACL** : décès, accident du travail, maladie ordinaire, longue maladie/maladie de longue durée, maternité, disponibilité d'office, invalidité.
- **Agents non affiliés à la CNRACL** : accident du travail, maladie grave, maternité, maladie ordinaire.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la Commune une ou plusieurs formules.

Ces conventions devront également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : 4 années, à effet du 1^{er} janvier 2009

- Régime du contrat : capitalisation.

Article 2 – La Commune autorise le Maire à signer les conventions en résultant.

Adopté à l'unanimité.

4) REVISION DU PRIX DU BAIL DE CHASSE – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la révision du prix du bail de chasse se fait annuellement et qu'il est indexé sur la variation de l'indice des fermages.

L'indice constaté pour 2007a la valeur de 108,4 soit une variation par rapport à 2006 de + 2,26 %.

Il rappelle que le coût de la location de la chasse est de 500 €. Cela représenterait une augmentation de 11,30 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **décide** de ne pas appliquer cette augmentation.

Adopté à l'unanimité.

M. le Maire fait part du bilan que vient de lui communiquer M. STEFFEN adjudicataire de la chasse communale.

* Depuis avril 2003 : 27 sangliers et 43 renards ont été tués.

* Pour la période 2007/2008 (en cours) : 5 sangliers et 13 renards ont été tués.

5) RENÉGOCIATION DES CONTRATS DE LOCATION DES PHOTOCOPIEURS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil de la proposition de la société BUROLOR qui équipe en photocopieurs le Groupe scolaire Bernard Rabas depuis 2001, l'école maternelle Sous les Vignes depuis 2005 et la Mairie depuis 2003 de renouveler le parc en photocopieurs neufs.

Actuellement chaque photocopieur a été mis à disposition à des conditions différentes :

- Mairie : coût de la copie 0,0168 pour 27000 copies/an
- Groupe scolaire : coût de la copie 0,0245 pour 18750 copies/an
- École Sous les Vignes : coût de la copie 0,0350 pour 3000 copies/an

soit un total annuel de 4 071,88 € HT

La solution proposée est de regrouper les 3 contrats pour avoir un coût de copie plus intéressant. En partant de la même quantité de copies, soit 48 750 copies, on obtient un coût de copie de 0,0187 d'où un coût annuel de 3 646,50 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à signer le contrat à intervenir suivant les termes énumérés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

6) CONTRAT DE VERIFICATION DE DIVERSES INSTALLATIONS DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part à l'Assemblée de la nécessité de faire contrôler annuellement les installations de désenfumage, les alarmes et les blocs secours des bâtiments communaux.

Un devis a été établi par la société PROMASEC actuellement en charge du contrat des extincteurs.

Le montant total du devis est de 1 866,04 € TTC et se décompose comme suit :

- ✓ Vérification de désenfumage 129,58 € TTC
- ✓ Vérification du bloc éclairage sécurité 637,34 € TTC
- ✓ Vérification des alarmes incendie 1099,12 € TTC.

Monsieur NICOLAY rappelle que ce contrôle est obligatoire et indispensable lors de la Commission de Sécurité. Une visite doit d'ailleurs avoir lieu le mois prochain dans les locaux de l'Espace Liberté.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de charger la société PROMASEC du contrôle annuel obligatoire des installations de désenfumage, des alarmes et des blocs secours des bâtiments communaux au prix indiqué ci-dessus.
- **autorise** le Maire à signer les contrats s'y rapportant et les éventuels avenants.

Adopté à l'unanimité.

7) ORGANISATION DU REPAS DES SENIORS ET FIXATION DE LA PARTICIPATION DES CONJOINTS DES ELUS ET DU PERSONNEL

Rapporteur : Monsieur INFANTI

Monsieur INFANTI informe le Conseil que la date retenue pour le Repas des Seniors est le dimanche 25 novembre 2007 et qu'il se déroulera au Château de Malbrouck.

Il précise qu'en plus du repas, la visite du château est prévue ainsi que l'animation pendant le repas par des conteurs et musiciens médiévaux.

Il invite le Conseil à se prononcer sur l'organisation de ce repas et de fixer la participation des conjoints des élus et du personnel.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **charge** la Commission Animation de l'organisation du Repas des Seniors fixé au 25 novembre 2007.
- **fixe** la participation des conjoints des élus et du personnel à 25 €.
- **charge** le Maire de procéder au recouvrement des participations.

Adopté à l'unanimité. (Mme ANTOINE s'abstient)

8) DEMANDES DE SUBVENTIONS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que, dans le cadre de l'organisation de l'Académie Internationale de Musique de Scy-Chazelles, Moulins les Metz et Metz du 9 au 18 août 2007 par l'association « Lorraine en stage musical » présidée par M. KEUFFER et dirigée par M. Pierre DESCLES, des concerts ont eu lieu dans la Commune. En dehors des locaux mis à disposition pour les répétitions, la Commune avait également proposé de prendre en charge la livraison et l'enlèvement d'un piano pour un montant de 122 € ainsi que les frais pour accorder le piano (75 €).

Les factures ayant été réglées directement par l'association « Lorraine en stage musical », Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir se prononcer sur le remboursement de ces frais sous forme de subvention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **décide** d'octroyer une subvention de 197 € à l'association « Lorraine en stage musical ».

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire précise que cette manifestation a connu un grand succès et était d'excellente qualité. Elle sera par ailleurs, reconduite l'an prochain.

2. Demande de subvention des Resto du Cœur

Cette demande relève des attributions du CCAS qui la prend en charge.

3. Comité d'Historicité Européenne de la Lorraine

Le Conseil Municipal décide de ne pas donner suite à la demande de subvention du Comité d'Historicité Européen.

9) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Immeuble	11 rue de l'Abbé Roget
Immeuble	78 rue Alfred Pichon
Terrain	14 chemin des Grandes Vignes

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain.

10) DIVERS

M. le Maire fait part à l'Assemblée de l'évolution de la situation relative au problème de la surpopulation des chats.

La SPA d'ARRY ne peut plus, compte tenu du nombre de chats déjà présents au refuge, en accueillir des nouveaux. Les autres refuges contactés sont dans la même situation.

Nous avons donc contacté la SPA de PARIS pour demander une campagne de stérilisation (le détail des explications a été donné lors du précédent Conseil. Nous sommes dans l'attente de la réponse.

SCY-CHAZELLES, le 25 octobre 2007

Le secrétaire de séance
André FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB